

Agriculture : pas de nouvelle loi, des décisions.

Lettre ouverte au Premier ministre

Monsieur le Premier ministre, sur votre proposition, nous entamons cette semaine l'examen d'un nouveau texte de loi sur l'agriculture. Répond-il aux attentes concrètes des centaines de milliers de paysans français confrontés à une compétition européenne et internationale de plus en plus rude ? Non. Est-il utile ? Non. Est-il nécessaire ? Encore moins. Nous allons siéger une semaine pour rien, au détriment des décisions courageuses qui sont désormais attendues par le monde agricole.

Ce texte de loi est une nouvelle illustration de la méthode de votre gouvernement : de grandes déclarations de principe, plutôt que des engagements concrets qui permettraient réellement de changer les choses et de soutenir les producteurs agricoles ou industriels.

Ce texte de loi est un écran de fumée qui masque le vide total de politique agricole du gouvernement. Il ne palliera pas la faiblesse de votre ministre de l'Agriculture, qui semble se préoccuper davantage du Parti Socialiste que de l'avenir des paysans français.

Alors monsieur le Premier ministre, plutôt que de persister dans cette voie, nous vous demandons de prendre sans délai les décisions attendues par le monde agricole. Elles ne sont pas révolutionnaires, elles sont simplement de bon sens. Elles demandent juste du courage. Elles soutiendront des paysans qui luttent sans relâche pour leur avenir et celui d'un secteur stratégique qui fait la force et la fierté de la France.

Monsieur le Premier ministre, nous vous demandons de veiller à ce que toutes les normes environnementales adoptées en France correspondent strictement aux textes européens, ni plus, ni moins, sans chercher à les anticiper ou à les durcir sur le plan national : notre agriculture ne peut plus subir des distorsions de concurrence.

Nous vous demandons de simplifier radicalement le droit des installations classées, afin de favoriser leur regroupement rapide et soutenir ainsi le démarrage des jeunes agriculteurs dans leur vie active. Au nom de quoi faudrait-il encore 2 ans en France pour obtenir une autorisation de regroupement de deux installations, qui simplifiera leur mise aux normes et donc leur modernité, contre 6 mois en Allemagne ?

Monsieur le Premier ministre, nous vous demandons de veiller à ce que vos administrations simplifient la vie des producteurs, au lieu de la compliquer. Nos paysans ne supportent plus d'être des suspects permanents aux yeux de certaines administrations, alors qu'ils devraient être encouragés dans leur travail.

Nous vous demandons de rétablir la baisse des charges dans le secteur agricole, qui avait été mise en place par le précédent gouvernement, et que vous avez supprimée sans raison.

Nous vous demandons de soutenir la mise en place de la contractualisation dans le secteur laitier, qui est la seule réponse à la fin des quotas et à la concurrence européenne farouche qui en résultera.

Monsieur le Premier ministre, vous serez aussi responsable de l'issue des négociations commerciales en cours entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Nous n'oublions pas que le commerce international fait la force de notre agriculture en particulier dans le secteur viticole, mais nous sommes inquiets à l'idée que l'agriculture ne soit la variable d'ajustement de ces négociations. Comment se fait-il que le Parlement français ne soit pas informé du contenu de ces négociations ? Nous vous demandons un débat public sur ce sujet.

Monsieur le Premier ministre, nous ne pouvons pas imaginer que vous n'ayez à cœur, comme nous, de défendre sans relâche notre agriculture. Alors donnez-lui les moyens de se battre à armes égales avec ses concurrents. Assez de lois. Des décisions.